



## La lettre Finance & Climat by Fideas Capital SmartforClimate

CONTACTS ■ Didier Lorre : dlorre@fideas.fr - 06 74 79 63 56 ■ Christophe Baudry : cbaudry@fideas.fr - 06 23 77 36 22

### L'humeur du mois d'Alexis



*Ne mélangeons pas tout !*



**Hausse des températures, sécheresse, incendies**, font la une de l'actualité depuis des semaines. Si bien que nombre de personnalités engagées contre le réchauffement climatique poussent un ouf de soulagement : les citoyens feraient désormais le lien entre ces nouvelles plaies d'Égypte qui les frappent de plein fouet et le changement climatique. Les Français seraient ainsi prêts à faire des efforts pour s'adapter au réchauffement climatique. Et c'est une excellente nouvelle !

Toutefois, à ce jour, nous souhaitons nuancer ces propos.

- **Tout d'abord, rappelons qu'il est aujourd'hui incontestable que les activités humaines sont la source essentielle du réchauffement climatique** ( Cf dernier rapport du GIEC). Cette prise de conscience est donc salubre. Mais malheureusement, même si, hypothèse d'école, tous les Français, citoyens, entreprises et puissance publique, devenaient vertueux du jour au lendemain et ce pour des années, cela ne changerait pas grand-chose aux conséquences des dérèglements climatiques subies en France. Ce qui compte pour la planète, pas simplement pour la France, c'est **le stock de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère**, le CO<sub>2</sub> pouvant y rester pendant des centaines d'années. Ainsi, une réduction des émissions de gaz à effet de serre en France, pour souhaitable qu'elle soit, va quand même continuer à augmenter le stock de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère et n'aura aucun impact pour la France stricto sensu. En revanche, les efforts d'aujourd'hui dans le monde entier sont nécessaires et impacteront le climat sur le long terme, en évitant surtout que la situation ne dégénère complètement.
- **Faut-il pour autant ne rien faire aujourd'hui en France ?** Evidemment non ! **Il est essentiel de s'engager résolument dans la transition**, d'avoir un effet d'entraînement dans l'Union Européenne, qui pourra alors, notamment par la taxe carbone aux frontières, impacter le reste du monde. Mais il serait faux de laisser espérer à nos concitoyens qu'un changement de politique climat restreint à la France aurait des conséquences positives et rapides en France. Et c'est bien le défi politique qui se pose à notre gouvernement, comme à tout gouvernement d'ailleurs. On n'a pas su gérer les déficits des retraites à temps en raison d'un décalage temporel significatif entre les efforts à faire et la survenance beaucoup plus tardive du problème. Pour le climat, c'est un double décalage, temporel et spatial. Si un seul Etat se lançait dans la transition sans être suivi, il aurait la double peine, des conséquences économiques probablement négatives (manque de compétitivité, etc.) et une absence de bienfaits climatiques. Cette situation rappelle le dilemme du prisonnier. Comment faire en sorte que tous les Etats aient intérêt à faire le pari d'être suivis dans la bonne direction ? Nous pensons qu'à une échelle pertinente, a minima l'Europe, une transition pour tous et bien gérée collectivement peut être un facteur d'un certain dynamisme de l'économie et de cohésion de la société. Nous avons une crainte : après le démarrage d'une politique de transition et de réels efforts des Français, que feront ces derniers s'ils aperçoivent qu'en fait ces efforts ne leur apportent pas rapidement de bénéfice direct ? Réaction envisageable : « foutus pour foutus » ... ne faisons plus rien.
- Et, deuxième interrogation, **quand on parle d'efforts, de quoi s'agit-il ?** De supporter des éoliennes à 35 km des côtes ? De tolérer des centrales nucléaires à l'autre bout du territoire ? Ou de faire de réels efforts sur leur consommation (moins manger de viande, dire adieu à la *fast fashion* à petits prix, consommer ce qui est durable et produit davantage en France et en Europe, moins voyager par avion (aux dépens des territoires ultra-marins...), moins prendre la voiture, moins regarder de vidéos en streaming, etc ...) ... Bref, en regardant les reportages des vacances 2022, nous ne sommes pas sûrs que la notion d'efforts soit claire.

→ Donc oui, profitons des événements climatiques extrêmes de cet été et de la guerre en Ukraine pour avancer sur la **transition énergétique** française et européenne, sur la sobriété, mais ne racontons pas que nos efforts en la matière auront un impact bénéfique pour nous avant de très nombreuses années d'un point de vue climatique. C'est malheureusement faux.

Ce document, à caractère promotionnel, est établi par FIDEAS CAPITAL SAS (Fideas Capital créée en France est Société de Gestion de Portefeuille régulée par l'Autorité des Marchés Financiers ("AMF" - 17, place de la Bourse 75082 - Paris Cedex 02 France ) sous le numéro GP-07000046.

Ce document ne peut être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, diffusé ou communiqué à des tiers en tout ou partie sans autorisation préalable de Fideas Capital. Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Ce document est produit à titre purement indicatif. Fideas Capital se réserve la possibilité de modifier les informations présentées à tout moment et sans préavis, elles ne constituent en aucun cas un engagement de la part de Fideas Capital. Les performances passées ne sont pas une indication fiable des performances futures, il existe un risque de perte en capital. Les investisseurs sont invités à se reporter aux documents légaux des fonds avant tout investissement.

## La lettre Finance &amp; Climat by Fideas Capital SmartforClimate

## Action climat et gestion financière par Thibault

- Ces trois derniers mois, les marchés actions ont encore subi de fortes rotations sectorielles et factorielles.
  - Les valeurs de croissance après un début d'année compliqué, ont fortement rebondi en juillet comme en attestent le Nasdaq +12.55% (-24.80% YTD) et le MSCI Europe Growth +11.23% (-17.73% YTD).
  - Au contraire, les valeurs « value » étaient en retrait en juillet avec le MSCI USA Value +5.60% (-10.44% YTD) et le MSCI Europe Value +4.04% (-6.07% YTD).
- Dans cet environnement et après un été suffocant qui nous force encore davantage à accélérer la transition écologique, comment se comportent les différentes stratégies pouvant accompagner la transition écologique ?  
Nous avons retenu quatre types de stratégies :
  - Les indices Climate Transition Benchmark<sup>1</sup> (CTB) visant une réduction de l'empreinte carbone de 30%
  - Les indices Paris Aligned Benchmark<sup>1</sup> (PAB) visant une réduction de l'empreinte carbone de 50%
  - Nos stratégies SmartforClimate visant une réduction de l'empreinte carbone de 25-30% avec une méthodologie labellisée ISR
  - Les stratégies dites « dark green » axées principalement sur des acteurs proposant des solutions à la transition écologique.

Sources : Bloomberg et Fideas Capital. Calculs : Fideas Capital.

Performances YTD (31/12/21-31/08/22)		USA (\$)	Europe (€)
Indice de marché <sup>2</sup>	MSCI	-17.38%	-11.84%
	MSCI ESG Climate Transition	-20.93%	-15.11%
CTB <sup>3</sup>	S&P Net Zero 2050 Climate Transition ESG	-19.39%	-15.22%
	MSCI ESG Paris Aligned	-20.16%	-14.64%
PAB <sup>4</sup>	S&P Net Zero 2050 Paris-Aligned Transition ESG	-19.76%	-15.09%
	Fideas SmartforClimate ISR	-17.40%	-13.84%
SfC <sup>5</sup>			
Dark Green <sup>6</sup>	iClima Global Decarbonisation Enablers (\$)	-19.61%	
	S&P Global Clean Energy (\$)	+5.94%	
	RENIXX (\$)	-5.06%	

- Les indices CTB/PAB de MSCI et de S&P sont toujours en retrait par rapport aux indices de marché, pénalisés par leur biais croissance, malgré le fort rebond de ces valeurs en juillet. Ce biais croissance est peu présent sur la stratégie Fideas SmartforClimate, faisant jeu égal aux US avec l'indice de marché et sous-performant de -2% sur l'Europe. Quant aux indices « dark green », les performances sont très disparates avec un S&P Global Clean Energy à +5.94% et un iClima Global Decarbonisation Enablers à -19.91%.

## ► Pour aller plus loin :

Après nos [cahiers de vacances](#), pour une rentrée écologique, laissez-nous vous donner quelques recommandations pédagogiques :

- Pour faire un point sur le fonctionnement du réchauffement climatique - [Qui réchauffe le climat \(et comment\) ?](#) Vidéo d'une dizaine de minutes, efficace et synthétique. Le Réveilleur pour Le Monde.
- Pour comprendre l'essentiel des enjeux climatiques et passer à l'action - Participez à une [Fresque du Climat](#), un atelier collaboratif pour s'approprier le défi du changement climatique → Vous en avez déjà fait une ? Continuez à vous former sur les enjeux de la transition que plus vous intéressent avec la [Fresque de la mobilité](#) (mobilité douce et bas-carbone), la [Fresque du numérique](#) (saviez-vous que le numérique émet autant de gaz à effet de serre - 3 à 4 % des émissions de GES, source : ARCEP - que la flotte mondiale de camions ?), ou la [Fresque de la biodiversité](#).
- Pour analyser plusieurs sujets importants et d'actualité avec une approche ESG - [Les chroniques Smart for Climate](#) enregistrées avec Euradio par Jeanne Gohier, notre analyste finance et climat.

## Notes de bas de page :

- <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32020R1818&from=FR>
- MSCI USA (M1US Index) et MSCI Europe (M7EU Index)
- MSCI ESG Climate Transition (MXUSECTB Index et MXEUCTB Index), S&P Net Zero 2050 Climate Transition ESG (SP50CTUN Index, SPEUCTEN Index)
- MSCI ESG Paris Aligned (MXUSCLPA Index et MXERCLNE Index), S&P Net Zero 2050 Paris-Aligned Transition ESG (SP50PAUN Index, SPEUPAEN Index)
- Indices par capitalisations réalloués via notre méthodologie propriétaire SmartforClimate
- GLCLIMUN Index, SPGTCLNT Index et RENIXX Index

## La lettre Finance & Climat by Fideas Capital SmartforClimate

### Actualités : ce que nous avons retenu

#### INCENDIES

Incendies gigantesques provoqués par les faibles niveaux de précipitations, la sécheresse, les vagues de chaleur et les températures extrêmes, qui rendent les forêts extrêmement vulnérables.

#### SÉCHERESSE

L'Europe manque d'eau (Cf rapport publié du Centre commun de recherche, CCR, de la Commission européenne). Au total, **46 % du territoire de l'Union européenne se situe à un niveau d'« avertissement »**, c'est-à-dire présentant un déficit important d'humidité au sol, en raison d'un important déficit de précipitations. Entre septembre 2021 et avril 2022, **les précipitations ont été de 19 % inférieures à la moyenne** (ex. : France : déficit de précipitations de 88 % par rapport à ce qui aurait été nécessaire).

Parmi les multiples **conséquences** de cette sécheresse :

- baisse des **rendements agricoles**,
- pertes de **production d'électricité** en raison des risques liés à l'assèchement des fleuves et des rivières pour les centrales nucléaires et de la baisse des niveaux des réservoirs des barrages pour la production hydroélectrique.

#### TEMPÉRATURES

- **L'Arctique se réchaufferait quatre fois plus vite que le reste du globe**, selon une étude de chercheurs basés en Norvège et en Finlande.
- Vote à l'unanimité par le Conseil de Paris de la création de "**Paris 50°C : préparer la ville aux méga-canicules**", une mission d'information et d'évaluation intitulée qui sera lancée en septembre.

#### COÛT ÉCONOMIQUE DES CATASTROPHES NATURELLES

« *Les effets du changement climatique sont évidents dans le nombre croissant d'événements climatiques extrêmes* » Martin Bertogg, directeur des risques catastrophes chez Swiss R estime que les pertes économiques engendrées par les catastrophes naturelles survenues dans le monde au cours du premier semestre 2022 se chiffrent à **72 milliards de dollars** (70 milliards d'euros).

#### RÈGLEMENTATIONS, LÉGISLATIONS ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

- **Le projet français de loi sur les énergies renouvelables** : à horizon 2050, le gouvernement ambitionne de dépasser les **100 GW** de capacité de production d'énergie solaire (15 GW aujourd'hui) et **40 GW** d'énergie éolienne en mer. Parmi les points clés, la simplification de nombreuses mesures administratives. Le texte doit être présenté en Conseil des ministres « mi-septembre » et devrait être examiné au Parlement en octobre.
- **Eolien en mer** : après un débat public, commencé en octobre 202, le gouvernement a annoncé vendredi 29 juillet avoir retenu deux zones pour l'implantation de deux nouveaux parcs éoliens en mer au large de l'île d'Oléron. La procédure de mise en concurrence du premier parc sera lancée avant la fin de l'année 2022. Le parc sera situé à plus de 35 km des côtes, et générera une puissance de **1.000 MW environ**.
- **États-Unis et l'Inflation Reduction Act** : un paquet d'investissements qui touche notamment le **climat**, mais aussi la **structure fiscale** des États-Unis, certains aspects de la régulation des **médicaments** et leur utilisation. Pour ce qui concerne le climat, il s'agit de l'investissement (\$370 Mrd) le plus important de l'histoire de l'Oncle Sam, mais cette loi de 700 pages présente quelques controverses :
  - Elle est censée augmenter de **10% la réduction des émissions de GES d'ici 2030**, par rapport à un scénario sans IRA, mais ce résultat n'est toujours pas conforme à l'Accord de Paris.
  - La nouvelle loi investie dans la création d'une **banque verte** pour financer des projets de développement durable et les énergies renouvelables, et elle subventionne aussi des **pratiques agricoles respectueuses du climat**, ainsi que des programmes qui visent à augmenter la résilience de forêts etc.
  - Au même temps, l'IRA interdit au ministère de l'Intérieur de délivrer des permis pour le développement de l'éolien en mer, à moins que soixante millions d'acres minimum - la taille du Michigan (Pays-Bas, Autriche, Belgique, Suisse et Luxembourg cumulés) - aient été concédés pour le **pétrole et le gaz** l'année précédente. Cette loi exige également au moins deux millions d'acres de terres publiques soient concédées pour le **forage pétrolier et gazier** comme condition préalable à tout développement d'énergie renouvelable sur le domaine public.